

**Ce dossier a été publié dans Le Jeudi
(Luxembourg) en décembre 2006.
Certes, de l'eau a coulé sous les ponts
depuis. Mais si le monde n'est plus ce
qu'il était, la Terre et les Terriens ont
toujours les mêmes besoins.**

**Et ils disposent toujours
des mêmes choix.**

**De la prostitution
enfantine?**

DANS LES RUES DE LA CAPITALE
page 11

MITTAL-ARCELOR

A la conquête
de l'Inde

page 13



**Andrée Putman, la «Coco
Chanel de la décoration»**

PORTRAIT SENSIBLE

page 29

Le Jeudi

L'hebdomadaire luxembourgeois en français

Le Jeudi - 21 décembre 2006

10e année numéro 51 / 2006

€ 1,80

www.le-jeudi.lu

CETTE SEMAINE

JOYEUX NOËL



Chambre

Le budget et le
5611 adoptés p.6

Communes

Des taxes
en hausse p.9

Sous le sapin



La culture en
cadeau p.27, 28, 32, 33, 36

NOS CHRONIQUEURS

Pierre Dillenburg
Etats d'âme p.45

André Wengler
AbiBac et première p.45

Jean Sorrente
Joyeux Noël p.46

Le Jeudi

44, rue du Canal
L-4050 Esch-sur-Alzette
E-mail: redaction@le-jeudi.lu
Editeur: Editpress Luxembourg S.A.
Tél.: (352) 22 05 50
Fax: (352) 22 05 44
CCP: 132970-80

Tendre l'autre joue

Comprendre
et pratiquer
la non-violence

Dossier: pages 2 à 4

Poster «Gandhi»: page 5



5 453000 024517

10877840

VISITEZ NOTRE SITE:

WWW.UCAM.LU

ET GAGNEZ 1 BON D'ACHAT D'UNE VALEUR DE 200€

Comprendre la non-violence

La non-violence est souvent confondue avec la passivité ou l'interdiction de se battre ou de se défendre pour la justice et le droit, alors qu'elle est en fait tout le contraire.

ENQUÊTE RÉALISÉE
PAR DAVID BROMAN



Cette photo de la place Tian'anmen à Pékin, en juin 1989, confirme Gandhi lorsqu'il dit: «La plus grande force dont puisse disposer l'humanité est la non-violence. Elle est plus puissante que la plus puissante des armes de destruction élaborées par l'intelligence de l'homme.»

> Carte blanche: violences et non-violence au Tibet Combattre le feu avec l'eau

Quelles sont, dans le monde qui est le nôtre et face au rôle prédominant des intérêts commerciaux dans les relations avec la Chine, les chances de survie du Tibet, de son peuple et de sa culture pacifiques face à un régime oppresseur?

Malgré une occupation de plus de cinquante ans (1,2 million de morts, des milliers de monastères détruits, l'équilibre écologique himalayen menacé par des déboisements massifs, etc.), le peuple tibétain, dans sa très grande majorité, au Tibet comme en exil, avec le dalaï-lama en première ligne, continue à prôner et à pratiquer la non-violence. En 1989, le dalaï-lama obtint le prix Nobel de la Paix précisément pour son engagement non violent en faveur d'une solution négociée de la question tibétaine.

Il a toujours raison car face au rouleau compresseur chinois, des actes de violence de la part de Tibétains ne pourraient qu'entraîner une répression chinoise accrue et réduire à néant les chances de combien minces d'une solution politique. Ce serait le suicide!

L'approche compassionnelle tibétaine remonte au bouddhisme qui, marqué par le principe hindouiste d'«ahimsa» (non-violence), est arrivé au Tibet au VII^e siècle de provenance d'Inde. Le bouddhisme est synonyme de respect de toutes les formes de vie, les actions négatives sont provoquées par l'attachement, le désir de posséder des objets à l'existence éphémère. Il convient d'y ajouter la soif de pouvoir et de domination d'autrui.

FIGURES HISTORIQUES

Mahatma Gandhi triompha des émeutes et violences de l'occupation britannique après avoir lancé son mouvement «satyagraha» (mouvement de base de «ceux qui possèdent la fermeté de la vérité»). Martin Luther King ou encore Nelson Mandela fu-

rent, chacun à sa manière et dans un contexte différent, d'autres figures historiques non violentes.

Face à l'oppression chinoise, les Tibétains n'y parviendront pas seuls. Pour que le régime chinois comprenne le langage de la non-violence, il faudra aussi que nous, Occidentaux, intégrions dans nos pensées et habitudes, collectives et individuelles, les principes de l'action non violente. Il faudra notamment que nous marquions encore plus résolument notre ferme opposition aux interventions armées de toutes sortes (Irak, Afghanistan, Liban, Palestine/Israël...) dont nous devrions enfin savoir qu'elles n'aboutissent guère très loin si ce n'est, le plus souvent et par effet de spirale, dans une violence accrue.

Alors qu'en matière de défense des droits du peuple tibétain, la très grande majorité des gouvernements occidentaux n'a guère de courage politique en considération du rôle géopolitique de la Chine et du potentiel – pour les économies occidentales – de son marché, et que nul ne sait par ailleurs de quoi sera fait l'après-dalaï-lama, il est permis de craindre à terme de la violence au Tibet, qui plus est en considération de la frustration et de l'impatience croissantes de beaucoup de jeunes Tibétains, au Tibet et en exil.

Avec Samdhong Rinpoché, président du gouvernement tibétain en exil, il convient de conclure que «pour lutter contre le feu, on utilise son contraire, l'eau. De même, la violence ne peut être résolue que par la non-violence».

Mieux vaut prévenir que guérir. Si le Tibet meurt un jour, ce sera de notre passivité. Une raison de plus pour soutenir plus résolument la cause du peuple tibétain et la voie non violente du dalaï-lama.

Olivier Mores,
président des Amis du Tibet

> La non-violence, seule réponse digne à la violence

Un libre choix

Les fêtes de fin d'année sont l'occasion d'aborder l'un des principaux messages de Jésus, message qui a toujours mauvaise presse: celui de la non-violence.

La non-violence est souvent associée à une attitude «zen», qui rejette toute forme de lutte en fuyant les conflits. D'aucuns affirment que l'homme est fondamentalement violent, que la non-violence est une utopie contre nature. Et de démontrer qu'en réalité, à travers l'histoire, les guerres «justes» ont fait leurs preuves, de citer en exemple celle menée contre Hitler et la construction européenne qui s'ensuivit. Or, lorsqu'on est impliqué dans un conflit, victime d'une agression ou d'une injustice, on peut réagir de deux manières: soit on fuit, soit on se défend en se battant pour la justice et le respect de son intégrité humaine.

Si on choisit de se battre, on a le choix entre deux attitudes: celle qui rejette toute légitimité d'un recours à la violence contre

son adversaire, ou celle qui admet la violence comme un recours légitime.

DÉSOBÉIR

Ce choix se présente à chaque être humain tant sous une forme éthique fondamentale que sous une forme stratégique efficace en matière de règlement des conflits.

Gandhi, qui peut être considéré comme le père moderne de la non-violence, ne laisse aucun doute en affirmant: «Aucun mensonge ne peut être toléré, même pour le bien du pays; la vérité exigera peut-être qu'on s'oppose aux puissants, aux aînés et aux parents (...). Celui qui pratique la non-violence (...) devra rester convaincu que la non-violence est action. Il endurera la punition – même s'il doit mourir – pour avoir désobéi. Il attendra que le tyran soit conquis. (...) Celui qui ignore la peur se défend grâce aux forces de l'âme.»

Pour ceux qui découvrent, les trois pas de non-violence présentés ci-dessous peuvent servir d'introduction avant d'aborder les pages qui suivent.

«TU NE TUERAS POINT»

C'est la première étape, la règle, la loi, fondamentale, qui ne peut connaître aucune exception légitime. Elle est sans appel.

Le futur simple indique que c'est une voie, une éthique, une exigence à atteindre, à apprendre, dans tout ce

que chacun a d'impart fait.

Des conditions de transgression peuvent être atténuantes mais jamais «légitimantes».

L'interdiction de tuer implique une attitude non violente car, comme Jean-Marie Muller le fait remarquer

dans son *Dictionnaire de la non-violence*:

«Toute manifestation de violence, quels qu'en soient le degré et l'intention, et même si elle ne va pas au terme du mouvement qui la constitue, participe à un processus de meurtre, de mise à mort.»

«TENDRE L'AUTRE JOUE»

Il est paradoxal que les paroles de résistance les plus déterminées de Jésus* soient souvent interprétées comme une exhortation à la passivité, à la soumission et au sacrifice gratuit. Ce passage de l'Evangile nous donne tous les ingrédients stratégiques pour bien mener une résistance non violente.

Le premier ingrédient est le rejet de l'action de vengeance.

Le deuxième ingrédient est la démonstration par l'action que la violence de l'autre a été inutile... et risque de le rester.

Le troisième ingrédient est l'affirmation de son droit d'existence, d'une manière humaine, adulte et raisonnable, et ce malgré sa peur.

Le quatrième ingrédient, plus stratégique, est la prise de contrôle de la situation, «prendre la main», par une action «asymétrique», tout en plaçant l'adversaire devant ses responsabilités.

Le cinquième élément est stratégique

aussi: il faut savoir qu'à l'époque frapper quelqu'un de la main droite avait une connotation de supériorité méprisante. Tendre l'autre joue ramenait le conflit à un niveau «d'égal à égal». C'est l'intelligence d'analyse, si nécessaire pour toute action non violente.

Dernier ingrédient: en refusant la violence, on montre le respect en tant qu'être humain que l'on a de son adversaire. Ce qui anticipe sur une réelle réconciliation qui suivra... tôt ou tard.

**Mathieu 5, 38-45*: «Vous avez entendu qu'il a été dit: Œil pour œil et dent pour dent. Eh bien! Moi je vous dis de ne pas tenir tête au méchant: au contraire, quelqu'un te donne-t-il un soufflet sur la joue droite, tends-lui encore l'autre; veut-il te faire un procès et prendre ta tunique, laisse-lui même ton manteau; te requiert-il pour une course d'un mille, fais-en deux avec lui.»

«SOIS LE CHANGEMENT QUE TU VEUX VOIR»

C'est à la fois le plus essentiel et le plus difficile. Gandhi lui-même, l'auteur de cette citation, a dû énormément travailler sur lui-même pour y arriver.

L'idée est simple: si on veut être aimé, il faut avoir de la compassion pour les autres. Si on veut le respect de son intégrité personnelle, il faut respecter celle de l'autre.

Une attitude non violente, tout en valorisant ce qu'il y a de mieux en soi, conduit à faire face

à sa propre violence et autres aspects sombres de sa personnalité.

Avoir une attitude non violente n'est pas nier sa violence, ni (se) la cacher, ni la rendre honteuse, mais bien l'accepter et la comprendre, tout en choisissant de ne pas lui obéir.

La non-violence nous confronte de la même manière à nos peurs, au sens de la mort et de la vie.

Elle incite à comprendre et anticiper sur ce

qui, de soi, peut être interprété, à tort ou à raison, comme une attitude violente ou une tentative de restreindre la liberté de l'autre.

La non-violence nous incite très tôt à faire à autrui ce qu'on voudrait qu'autrui nous fasse plutôt qu'à laisser pourrir un conflit pour être amené à forcer violemment autrui à «changer son fusil d'épaule».

C'est tout l'enjeu de la création de cultures non violentes par l'éducation et la formation.

➤ Entretien avec Jean-Marie Muller, auteur du «Dictionnaire de la non-violence*»

«La violence efface toujours la justesse de la cause»

Jean-Marie Muller: Français, professeur de philo, condamné pour objection de conscience, gréviste récidiviste de la faim, fondateur et animateur du Mouvement pour une alternative non violente, fondateur de l'Institut de recherche sur la résolution non violente des conflits, dont il est le directeur des études, animateur de formations à la non-violence à travers le monde et notamment au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique du Sud, promoteur de la création en Europe d'une force d'intervention civile de paix, auteur d'un «Dictionnaire de la non-violence*»...

Le Jeudi: «Qu'est-ce, pour vous, la non-violence?»

Jean-Marie Muller: «La non-violence est à la fois une philosophie et une stratégie. Elle implique une double approche: une recherche de sagesse et une recherche d'efficacité.

La référence de base en la matière est Gandhi: il y a, en effet, un avant et un après-Gandhi. C'est lui qui nous a offert le sens en traduisant le mot sanscrit «ahinsa» qui se décompose en «a», signifiant «absence de», et «hinsa», nommant le désir de violence qu'il y a en chaque être humain à l'égard des autres êtres humains. En effet, l'autre est perçu comme une menace, provoquant en chacun de nous un réflexe d'autodéfense, souvent violent, pour écarter cette menace. Ce terme, que Gandhi a lui-même traduit en anglais par "non-violence", est donc la prise de conscience de cette violence en soi, de son accueil en nous (et non pas le rejet), de façon à transformer notre attitude d'hostilité en une attitude d'hospitalité (les deux mots proviennent de la même racine).

Il est important de souligner ici que le "non" n'est pas un "non" de négation, ni un

idéalisme passif. C'est un "non" de prise de conscience et de résistance à la violence.

Notre société est dominée par une idéologie, une culture de la violence nécessaire, légitime et honorable. C'est une des vertus et forces culturelles de l'homme que de ne pas avoir peur de mourir à la guerre. Cette culture nous offre un système éprouvé de légitimation de la violence basé sur des "bonnes causes", un "axe du mal" et un "axe du bien". Celui qui refuse la violence est souvent perçu comme un lâche et démissionnaire de sa citoyenneté.

CHOISIR

En fait, la violence, c'est le viol de l'humanité, de la dignité de l'humanité de l'autre au détriment de soi-même. Au lieu de la légitimer, il faut donc en refuser la justification. Le "non" exprime donc non seulement la volonté de rompre avec la culture de la violence mais aussi de la délégitimer.

La non-violence ne présuppose pas non plus que la nature de l'homme est bonne ou mauvaise, elle considère qu'elle est 100% bonne et 100% méchante. L'éthique non violente suppose que l'homme est libre de choisir entre sa non-violence (=être raisonnable avec une parole raisonnable) et sa violence (=renier la parole). C'est dans ce choix que nous trouvons notre dignité.

Jusqu'à présent, nos sociétés ont plutôt choisi les voies de la violence. Il suffit de voir les budgets que les Etats allouent à la fabrication et au commerce d'armements de destruction. De fait, nous maîtrisons mal les concepts de non-violence. Mais j'estime qu'aujourd'hui, nous pouvons encore choisir la culture que nous voulons donner à nos enfants. La non-violence, cela s'apprend et ça commence dans la cour de l'école.»

Le Jeudi: «La non-violence signifie-t-elle le refus de lutter?»

J.-M. M.: «Au contraire! Lorsqu'on apprend la non-violence, on apprend d'abord à distinguer entre, d'un côté, "conflit", "agressivité", "lutte", "force", tous légitimes, et "violence".

Prenons l'exemple d'un esclave. Tant qu'il accepte sa condition de soumission à son maître, il y a une situation d'équilibre sans

problème. Mais si l'esclave désire s'affranchir de façon non violente, il sera obligé d'aller vers son maître pour lui demander sa liberté. Si le maître n'est pas d'accord, il peut interpréter cette action d'"aller vers" comme agressive (étymologiquement "agresser" signifie "aller vers"). L'esclave, en dépit de sa peur, devra accepter de créer un conflit avec son maître en essayant de le transformer à son avantage, notamment en modifiant le rapport de force.

Apprendre la non-violence signifie donc apprendre à exprimer son *agressivité* (la violence est la perversion de l'agressivité), à *lutter* (il existe de nombreuses techniques non violentes pour lutter) pour modifier le rapport de forces, le tout sans détruire l'humanité de l'autre et dans le cadre d'une résistance déterminée à la violence.

Le Jeudi: «Vous avez dit que la violence est aussi une stratégie...»

J.-M. M.: «Même si on peut être partisan d'un concept de violence légitime, il y a lieu de s'interroger sur son efficacité. Gandhi n'a pas hésité à affirmer que "la violence est incapable d'apporter une solution humaine aux conflits humains". C'est une évidence.

Prenez l'Irak. Tous les généraux de l'armée américaine avouent que l'usage de la violence est un échec et qu'il faut trouver une autre solution. Il n'y a plus que quelques politiciens pour encore défendre la guerre.

Prenez aussi le triste cas du Kosovo. Les généraux de l'OTAN avaient demandé, en vain, une intervention civile de paix pour éviter la guerre. Et voilà que depuis la fin des bombardements, nous envoyons des civils volontaires formés à cet effet.

Autre exemple: le Proche-Orient. Je reviens justement de Jordanie, d'une mission de formation d'iraquiens et de Palestiniens. Tout le monde s'accorde pour constater que la violence a totalement échoué, alors qu'on ne cesse de traiter les mouvements non violents d'idéalistes. Il faut, en fait, inverser les choses: c'est la violence qui est idéaliste et la non-violence qui est réaliste. Le problème actuel vient du fait qu'il n'y a pas de culture de la non-violence dans cette région, qu'il faut en créer une là aussi par des formations en prenant conscience de l'échec et en imaginant des alternatives.»

DES MOYENS JUSTES

Le Jeudi: «Que faites-vous de la légitime défense?»

J.-M. M.: «Il est évident que se défendre contre toute injustice et toute attaque violente est légitime. C'est la légitimité de la violence que je rejette, tant d'un point de vue moral que sur le plan pratique: cela ne fonctionne pas.

Un des grands principes de la non-violence, intelligemment mis en œuvre par Gandhi, est la réconciliation de l'exigence éthique avec le réalisme politique. La culture dominante décrète que la fin justifie les moyens, qu'une fin juste légitime des moyens injustes. On constate toutefois qu'à chaque fois, la violence des moyens pervertit la justesse de la fin. Prenez là aussi le Proche-Orient: les causes y sont justes, mais en choisissant la violence, Palestiniens et Israéliens en font des causes injustes. C'est une constante: la violence efface toujours la justesse d'une cause. Je sais que le droit international rend légitime l'usage par un peuple de la lutte armée pour se libérer. Mais il faut bien constater que ça ne marche pas.

Il faut donc trouver – parfois même inventer – des moyens justes pour maintenir les fins justes.»

Le Jeudi: «Pouvez-vous imaginer des scénarios qui auraient permis de venir à bout de Hitler?»

J.-M. M.: «Je peux en imaginer beaucoup! Mais prenons en deux.

Tout d'abord, comment l'avènement de Hitler a-t-il pu devenir possible dans la société civile allemande? La réponse est simple: la forte culture d'obéissance, c'est-à-dire l'absence de formation à la résistance civile. Les citoyens allemands dans leur grande majorité avaient démissionné. Je pense que la situation aurait été tout autre si cette so-

ciété civile (syndicats, partis politiques, intellectuels, fonctionnaires) avait massivement résisté à la folie criminelle d'Hitler.

Ensuite, considérons la France occupée, que constate-t-on? L'obéissance massive des Français aux lois allemandes. Ce sont bien des Français qui ont procédé aux rafles des juifs. Les fonctionnaires auraient dû désobéir. D'ailleurs, la condamnation de Papon prouve bien qu'il est du devoir de tous les fonctionnaires de désobéir à un ordre injuste. Prenez le cas de cet inspecteur de police de Nancy qui a saboté une rafle, sauvant des centaines de juifs. Si cela avait été fait partout, le rapport des forces aurait été différent.

Il faut donc absolument que nous soyons éduqués à la désobéissance civile. Il faut des lois, certes, mais pas des lois injustes. Chaque citoyen doit juger en conscience de la justesse des lois. Ceux qui craignent l'anarchie ont tort. Utilisées en dernier recours, les actions de désobéissance civiles sont nécessaires à la démocratie.»

Le Jeudi: «Pour ce faire, il faut aussi, semble-t-il, une analyse juste et objective du conflit...»

J.-M. M.: «Toute action non violente nécessite en effet une analyse lucide et impartiale du conflit. Il faut être objectivement conscient des rapports de forces et du fait que l'on a besoin de son ennemi pour faire

«Désarmer Dieu»

«Dans toutes les idéologies, Dieu est réquisitionné dans la guerre, la violence est sacralisée. Tant que les hommes auront un Dieu violent, ils seront violents. Il faut désarmer Dieu.»

Jean-Marie Muller

la paix. Il faut donc le respecter, respecter son humanité. Il faut le considérer à la fois comme adversaire et partenaire car il faudra tôt ou tard signer un compromis avec lui. Cela présuppose une compréhension et une perception impartiales des raisons du conflit ainsi qu'un respect de son adversaire en tant qu'être humain.

Là aussi, Gandhi nous montre l'exemple. Ne commence-t-il pas une longue lettre au vice-roi britannique, où il ne cesse de dénoncer le système colonial qu'il promet de "détruire", par "Dear Friend" (Cher ami)?»

Le Jeudi: «Pourriez-vous nous donner quelques pistes pour devenir non violents?»

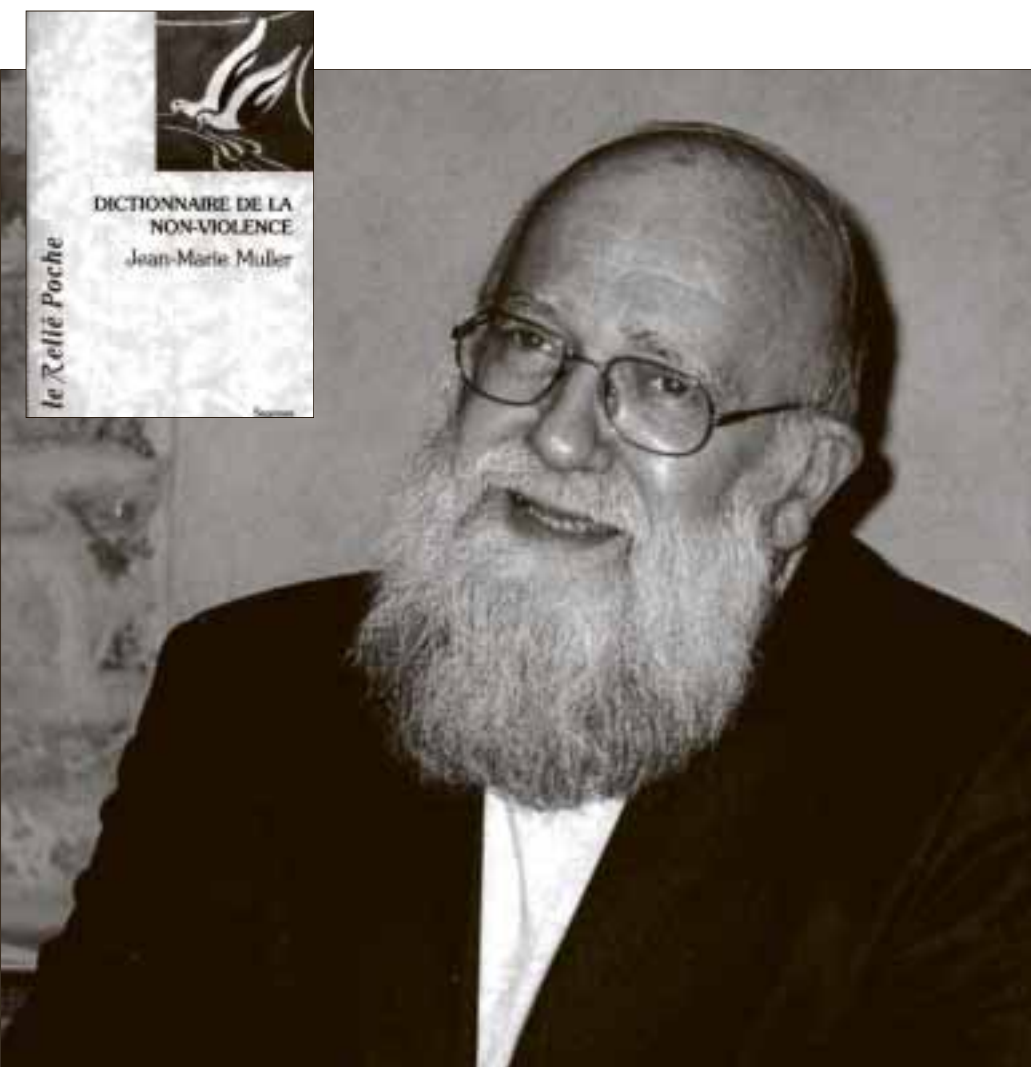
J.-M. M.: «Je dirais qu'il faut intégrer la non-violence dans l'éducation tout en développant l'éducation à la non-violence.

Prenez l'éducation dès la plus jeune enfance: malgré une évolution dans le bon sens, il reste encore cette fausse croyance selon laquelle une "petite violence" (une bonne fessée ou une claque) ne fait pas de tort. Aussi l'école est-elle devenue trop contraignante, même s'il est évident que les enfants ont besoin d'autorité et d'interdits. Mais parmi ces interdits devrait figurer la violence. Par ailleurs, le programme scolaire avalise la violence, notamment dans les cours d'histoire. On devrait y enseigner Gandhi, la non-violence dans la conduite personnelle des conflits et la désobéissance civile.

La police devrait remplacer la répression par une mise en pratique des méthodes de résolution non violente des conflits, et notamment des techniques de médiation.

Au lieu de dépenser des milliards pour les armes de destruction massive, nous devrions donner la priorité à l'éducation, à la formation continue, à apprendre à connaître et à maîtriser ses émotions. Apprendre la non-violence demande beaucoup de sérieux et de rigueur. Donc des moyens.»

*Le Dictionnaire de la non-violence, Jean-Marie Muller, Le Relié Poche, 2005, ISBN: 2914916566



Jean-Marie Muller: «La langue est l'expression d'une culture. Tous nos mots sont structurés par l'idéologie de la violence. Prenez le mot "agressivité", qui vient du latin "aller vers": un esclave qui "va vers" son maître pour réclamer sa liberté n'est pas en soi un comportement violent. J'ai voulu, dans ce dictionnaire, restituer les mots qui relèvent de l'action philosophique et stratégique dans le concept de la non-violence. Il s'agit donc de désapprendre la langue de la violence et apprendre celle de la non-violence.»

► La «Nonviolent Peaceforce», ou la non-violence érigée en une force internationale et organisée

Impartiale et déterminée

Dans un immeuble gris à l'apparence banale, mais qui a naguère servi de lieu de rencontre clandestin pour objecteurs de conscience et s'appelle aujourd'hui «Maison de la paix», se trouve le siège international de la «Nonviolent Peaceforce».

La Nonviolent Peaceforce (NP) est une ONG internationale lancée par un groupe d'associations dans le sillage de l'Appel de La Haye pour la paix de 1999 et officiellement inaugurée en 2002. Son objectif est d'envoyer des citoyens formés et entraînés aux pratiques non violentes et de protection civile sur des lieux de conflits afin d'y engager, susciter, ou du moins encourager, des solutions non violentes.

Claudia Samayoa, codirectrice de l'association, spécialisée dans la recherche et la défense des droits de l'Homme, et plus précisément en matière de «nettoyage social» et répression contre les femmes, figure, dans son pays, le Guatemala, sur la liste noire d'une série de «structures clandestines» plus ou moins appuyées par le gouvernement. Menacée de mort à trois reprises, elle dit avoir le droit de retourner chez elle, mais sa sécurité n'y est pas assurée. «Je connais bien le pouvoir et l'utilité de l'accompagnement non violent pour l'avoir vécu.»

«Nous partons toujours d'une demande locale, dit-elle concernant la NP. Pour notre intervention au Sri Lanka, nous avons été initialement alertés par une association civile locale des horribles conséquences du conflit entre Tamouls et musulmans sur les populations civiles. Mais une demande locale peut parfois revêtir un aspect bien singulier. La mission que nous préparons au nord de l'Ouganda, par exemple, est issue d'une demande locale... d'ONG d'autres Etats africains!»

Sur place, les intervenants de l'ONG usent principalement de la stratégie de la «présence dissuasive», «l'accompagnement protecteur», l'interposition ou le bouclier humain (comme le font les Brigades de la paix).

Une des autres fonctions de la Peaceforce est de procéder à des regroupements familiaux entre enfants soldats et leurs familles.

«On nous demande d'être partie prenante impartiale d'un processus de paix. Cette participation ne consiste pas uniquement en une simple présence. Comme nous ne faisons pas de développement ni de médiation, nous fournissons des espaces, des lieux de rencontre et de réconciliation. Nous servons aussi de "relayers" d'informations, de "contrôleurs de rumeurs" et de "témoins" humains et humanitaires.

Dans cette optique, nous pourrions occuper une place non négligeable dans les systèmes d'alerte d'urgence mondiaux mis en place par l'ONU. Enfin nous sommes aussi les premiers témoins de l'espoir car nous voyons là où l'action peut servir efficacement. Au Sri Lanka, nous étions sur place au moment du tsunami et nous avons très tôt pu observer comment les différents acteurs avaient essayé d'exploiter la catastrophe pour régler le sort des musulmans,» précise Claudia Samayoa.

En fait, comme le souligne Alessandro Rossi, coordinateur européen de la NP, les intervenants sur place sont des «ponts humains pour personnes vulnérables ou en détresse. Notre engagement non partisan aux côtés de tous aide énormément à réunir, tant bien que mal, les populations en conflit.»

UNE FORMATION

L'improvisation n'est pas de mise. Les intervenants doivent être formés aux pratiques non violentes et aux problématiques politiques, sociales et simplement quotidiennes qu'ils peuvent rencontrer sur un lieu de conflit.

Cette formation s'étale sur au moins quatre semaines en dehors du pays, suivie par six semaines dans le pays même. La première semaine, basée essentiellement sur des exercices de comportement, sert surtout à permettre à chacun de tester et d'évaluer les motivations. Les candidats suivent ensuite une formation basée sur les aptitudes à agir en sécurité, sur le travail en groupe et sur l'impartialité. A ce stade, la formation est «orientée projet» et alterne des séances de jeux de rôle, de travail de groupe et de cours théoriques.

«Il faut avouer que le système de formation actuellement en place n'en est qu'à ses débuts et est en construction, précise madame Samayoa. Chacun dans l'association a son opinion là-dessus et le défi qui nous attend dans ce domaine est de trouver un système qui puisse former plus de monde plus rapidement tout en intégrant la richesse de la diversité des approches selon les cultures de nos membres. Le tout en garantissant le professionnalisme des volontaires.» Ces derniers, une fois formés, peuvent être engagés avec des contrats de deux à trois ans, avec un pécule de fonctionnement touché sur place et un salaire perçu sur un compte en dehors du pays d'intervention. L'association espère un jour mettre en œuvre des contrats de carrière à durée indéterminée.

Tout cela nécessite des fonds bien évidemment et c'est ce qui fait le plus défaut. «Il est incroyable de voir le peu d'investissements publics pour l'intervention non violente.» Et pourtant, la comparaison avec les investissements militaires est éloquent: pour faire tourner, dans une dizaine d'années, une Peaceforce complète à l'échelle planétaire, selon le projet de l'ONG, avec deux mille intervenants de par le monde, quatre mille réservistes et deux cents administratifs, le budget opérationnel annuel équivaldrait au prix d'achat d'un chasseur F16.

DES PREUVES

Selon Claudia Samayoa, «les gouvernements justifient leurs réticences à nous accorder des subsides par le manque de preuves de l'efficacité de notre action. Or les preuves sont là, sur le terrain». «De plus, notre organisation rencontre des obstacles inhérents à sa structure:

nous sommes une ONG purement internationale, sans racine nationale, et ce modèle est fort peu reconnu par les gouvernements, ajoute Alessandro Rossi. Par ailleurs, ces derniers voient souvent d'un mauvais œil notre présence sur le site d'un conflit, nous reprochant de marcher sur les domaines réservés des militaires ou des diplomates.»

Cette structure 100% internationale présente aussi un visage séduisant, notamment pour ceux pour qui une globalisation de la solidarité est une valeur.

Voici en effet une organisation formée d'individus et d'associations issus des quatre coins du monde, réunissant dans le concret pauvres et riches, «grands» et «pe-

tits», autour d'un concept commun, la non-violence, et accueillant la culture et la subjectivité de chacun.

Cette constitution présente à la fois une synergie enrichissante et des difficultés de gestion et d'organisation, toutes deux bien appréhendées par les responsables de l'organisation: «Nous y voyons le Nord et le Sud à égalité dans un réseau mondial, contribuant à sa façon, avec le souci du libre et équitable partage des ressources, au sens le plus large, de chacun, avec tout ce que cela comporte d'enrichissements et d'obstacles.»

L'initiative mérite d'être appuyée par tous ceux qui croient à des alternatives non violentes aux conflits armés.

ENGAGEZ-VOUS, RENGAGEZ-VOUS

Nonviolent Peaceforce

Rue Van Elewyck, 35
1050 Bruxelles, Belgique
tél: +322.648.00.76
numéro de compte IBAN:
BE67001392715387
BIC: GEBABEBB
www.npeurope.org
europe@nonviolentpeaceforce.org

L'intervention civile de paix

L'intervention civile de paix est une intervention non armée en zones de conflit. Ses missions comprennent l'observation (du respect des droits humains, des élections), l'interposition, l'accompagnement de personnes ou de communautés menacées, la présence dissuasive, la médiation, la reconstruction du dialogue et la formation (à la démocratie et à la ges-

tion des conflits) des acteurs locaux.

Le Comité français pour une intervention civile de paix propose une formation qualifiante pour les volontaires désireux de s'engager dans des missions civiles de paix. Elle leur permet de développer des compétences spécifiques pour assumer des missions dans des zones de forte tension.

Cette formation se structure autour de trois modules:

attitudes individuelles en situation de conflit
travail en équipe dans des contextes conflictuels

les mandats du volontaire en situation d'intervention civile.

Pour tous renseignements:

Comité ICP
114, rue de Vaugirard
F - 75006 Paris
France
Tél: +331.45.44.48.25
comiteicp@free.fr
manco.free.fr

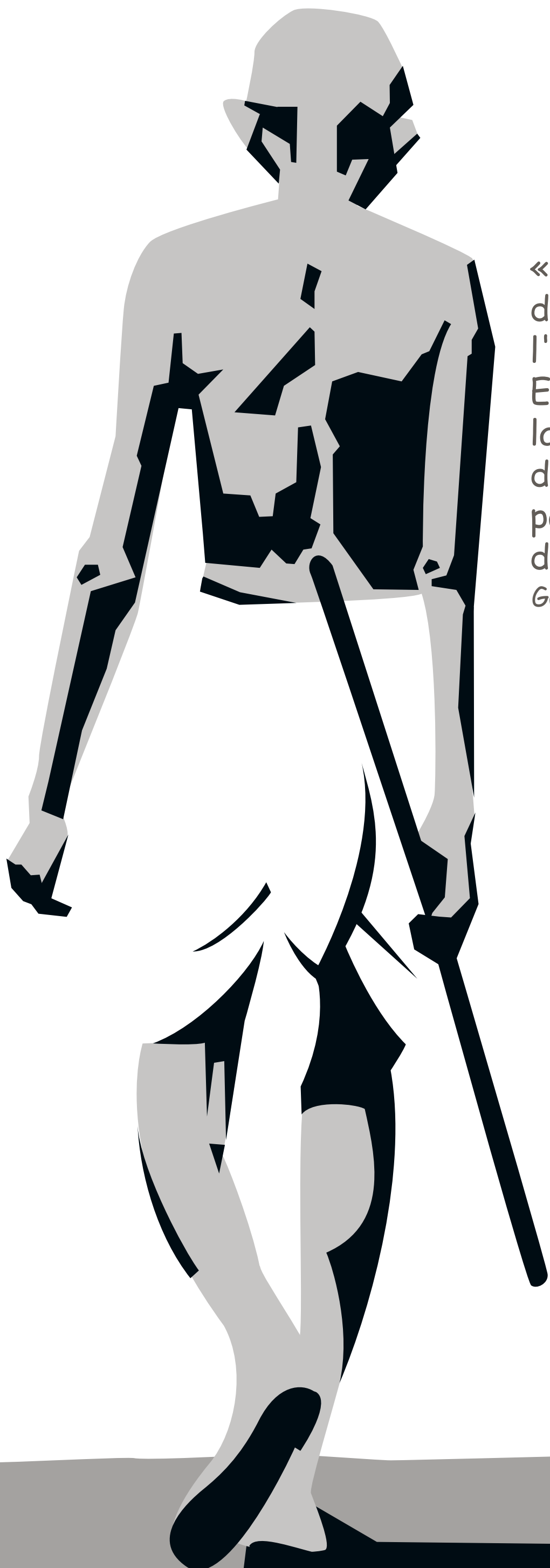


L'intervention civile, comme celle de la Nonviolent Peaceforce au Sri Lanka, est à ce jour la seule alternative crédible à la guerre et, en plus, quand elle réussit, tout le monde y gagne, tant en respect qu'en matière de sécurité durable

Une armée non violente

«Vous ne pouvez pas parachuter dans des régions en conflit des gens avec des sacs à dos pleins de bonnes intentions et espérer que la paix survienne.»

Mel Duncan, président de la Nonviolent Peaceforce



«La plus grande force
dont puisse disposer
l'humanité est la non-violence.
Elle est plus puissante que
la plus puissante des armes
de destruction élaborée
par l'intelligence
de l'homme.»

Gandhi